

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AFR 46/001/2007 (Public)
Bulletin n° : 049
ÉFAI
12 mars 2007

Zimbabwe. Amnesty International appelle à l'ouverture d'une enquête sur la mort d'un militant et demande la remise en liberté de manifestants pacifiques

Amnesty International réclame ce lundi 12 mars l'ouverture immédiate d'une enquête sur la mort de Gift Tandare, militant zimbabwéen abattu par des policiers le 11 mars au cours d'une manifestation à Harare.

L'organisation s'inquiète également du sort de deux dirigeants du *Movement for Democratic Change* (MDC, Mouvement pour le changement démocratique), Morgan Tsvangirai, actuellement en détention au poste de police de Borrowdale et Arthur Mutambara, détenu au poste de police d'Avodale. Tous deux ont été sévèrement battus pendant leur garde à vue.

D'autres dirigeants, parmi lesquels Tendai Biti, secrétaire général du MDC, le mouvement de Tsvangirai, Grace Kwinje, vice-secrétaire aux relations internationales du parti et Nelson Chamisa, porte-parole du MDC, souffrent aussi de blessures graves infligées lors de leur garde à vue. Sous les coups, Grace Kwinje aurait été sérieusement touchée à l'oreille.

Amnesty International lance un appel pour que toutes les personnes arrêtées après avoir pris part à des manifestations non violentes soient immédiatement remises en liberté.

« Nous appelons le gouvernement zimbabwéen à remettre immédiatement en liberté les personnes arrêtées pour avoir manifesté de façon pacifique, a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International. La mort de Gift Tandare doit faire l'objet d'une enquête et les auteurs présumés de cet homicide doivent être traduits en justice. Le gouvernement doit également garantir la sécurité et l'intégrité de toutes les personnes arrêtées par la police. Tous les détenus doivent avoir la possibilité de consulter immédiatement leurs avocats et de recevoir des soins médicaux. »

Gift Tandare a été tué au cours d'une manifestation organisée pour protester contre l'interdiction policière de toute manifestation pacifique à Highfield, dans la banlieue défavorisée d'Harare. La manifestation avait été organisée dans le cadre de la campagne *Sauvons le Zimbabwe*.

Lovemore Madhuku, président de Assemblée constitutionnelle nationale est en détention au poste de police de Malborough, où il a déjà été sévèrement battu pendant sa garde à vue. Il aurait une main cassée et souffrirait de blessures à la tête, pour lesquelles il aurait reçu des soins.

Plusieurs manifestants auraient été blessés en raison d'un recours excessif à la force de la part de la police anti-émeutes qui tentait de disperser la manifestation. Amnesty International craint que les personnes en garde à vue ne soient victimes d'actes de torture ou de traitements cruels, inhumains et dégradants de la part des policiers.

Selon les informations dont nous disposons, plus d'une cinquantaine de personnes ont été interpellées pendant la manifestation et sont toujours en garde à vue.

Les médias gouvernementaux ont également fait état de trois policiers blessés lors de la dispersion de la manifestation.

Les avocats n'ont pu rencontrer les personnes arrêtées, à l'exception de Lovemore Madhuku et Grace Kwinje.

L'organisation ajoute que toutes les personnes arrêtées pour avoir pris part à des manifestations violentes doivent bénéficier de procès équitables.

Amnesty International est profondément préoccupée par les restrictions graves à la liberté d'expression, de réunion et d'association que représente l'interdiction de tous défilés ou manifestations du 20 février au 20 mai 2007.

Au titre de l'article 27 de la Loi relative à l'ordre public et à la sécurité, à laquelle se réfère la police pour la mise en application de cette interdiction de trois mois, les manifestations publiques ne peuvent être interdites que pour des périodes n'excédant pas un mois.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>